

blic du droit de recourir en cassation contre une telle sentence de la Chambre des mises en accusation, vous le privez d'un droit que la loi lui a donné, ce que vous ne pouvez faire.

Ainsi, je ne crois pas que ni le premier ni le troisième article puissent être pris en considération. Mais, je vais plus loin encore, l'article deuxième que dit-il? Il dit que sur une simple plainte, ou dénonciation, la Chambre de conseil pourra déterminer la compétence.

Or, messieurs, que de fois ne voyons-nous pas, et, comme je disais, j'en parle d'après expérience, que des fois ne voyons-nous pas la nature des faits changer complètement aux débats publics? Je suppose, par exemple, une voie de fait accompagnée de blessures. L'individu se plaint et dit avoir été frappé; cette cause est déferée à la Chambre de conseil qui la renvoie, d'après le système du projet de loi proposé, devant le tribunal correctionnel comme ne s'agissant que de simple délit.

Mais, cela peut-il se faire sans avoir préalablement entendu quelques témoins, sans avoir au moins un commencement de procédure écrite; car, ne peut-il pas arriver que par le moyen des témoins on ne vienne à découvrir qu'il y a eu agression, qu'il y a eu guet-apens? Et, dans ce cas, la cause ne pourrait-elle être de la compétence du tribunal, mais devrait être portée devant la Cour d'appel.

Ainsi, je trouve que dans ce projet de loi l'article 2 est extrêmement vicieux; car jamais, sur une simple plainte, nous ne pourrions établir le degré de culpabilité d'un individu.

Je passe maintenant à l'article 4. Cet article me prouve une chose: il me prouve que l'auteur du projet de loi a compris lui-même combien les conséquences qui pouvaient en résulter étaient dangereuses, et ayant vu que dans la loi belge cet article n'existait pas, il l'a inséré dans son projet, et il a voulu ainsi comme correctif, former ce quatrième article de plus. Mais je vais vous prouver, messieurs, dans quelles graves conséquences nous entraînerait cet article. Si c'est pour remédier à un mal qu'on a inséré cet article, je ne crains pas de dire que le remède est pire que le mal.

Je vais descendre à un fait pratique pour vous le faire comprendre.

Je prends de nouveau comme point de départ, un homicide volontaire.

Dans cet homicide, la Chambre des mises en accusation déclare qu'il y a eu provocation, et renvoie l'affaire devant le tribunal correctionnel. Pendant les débats vient à surgir la preuve que cette provocation n'a pas existé de la part de l'occis, ou que, si elle a eu lieu, elle n'est pas de nature à amener une diminution de peine; que fera alors le tribunal de police correctionnelle?

Retiendra-t-il la cause? Mais non, il violerait la loi en agissant de la sorte, car il serait obligé d'appliquer une peine criminelle, et il ne le peut pas. Renverra-t-il la cause devant la Chambre des mises en accusation? Il ne le peut pas non plus, et la Chambre des mises en accusation lui dira: Je ne reçois pas les causes ensuite d'une sentence émanée du tribunal de police correctionnelle; j'ai déjà donné ma sentence, je n'ai plus rien à voir dans cette affaire, en un mot, *functus sum officio*. La renverra-t-il devant la Cour criminelle? Mais cette Cour lui répondra: je ne connais pas votre sentence de renvoi, je n'ai rien à recevoir du tribunal de première instance; je ne reçois la cause qu'ensuite d'un arrêt de la Chambre des mises en accusation. Et voilà, messieurs, un cas où nous aurions le singulier spectacle d'un prévenu sous le poids d'une accusation capitale qui ne trou-

verait pas des juges qui pussent ni qui volussent se charger de le juger. Ce serait là, il faut l'avouer, un bien triste spectacle, que nous donnerait cet homme renvoyé, ballotté de juridiction en juridiction, et c'est cependant à ce point que va nous conduire le projet de loi qui nous est proposé; n'hésitons donc pas à le rejeter.

Messieurs, je crois en avoir assez dit, puisque je n'ai voulu descendre que dans quelques observations pratiques, pour démontrer que ce projet de loi ne saurait être pris en considération. C'est un projet isolé et sans corrélation avec les autres dispositions de notre droit pénal; or, pour amener des améliorations (et personne ne sait mieux que moi combien elles sont désirables), il faut agir tout autrement. Ce n'est pas l'article 10 du Code d'instruction criminelle qui doit être modifié, il y a des modifications à faire à plusieurs articles du Code pénal, et c'est en y procédant que nous pourrions obtenir les améliorations, les économies que nous espérons voir se réaliser.

Je pourrais déclarer à la Chambre qu'ensuite des observations que j'ai eu l'honneur de soumettre à monsieur le ministre de la justice relativement à des économies très-importantes à faire sur divers points de notre législation criminelle, monsieur le ministre, prenant ces observations en considération, m'a assuré qu'il présenterait quelque projet de loi à cet égard. Je ne crois donc pas qu'il convienne de prendre en considération le projet soumis en ce moment à nos délibérations, car il ne ferait qu'entraver le travail du ministre de la justice et rendre, pour ainsi dire, impossibles ou tout au moins très-difficiles les améliorations que l'on pourra introduire dans notre Code.

Je crois que ces observations suffiront pour qu'on rejette la demande de prise en considération. Au reste, plus tard, lorsque nous arriverons à la discussion du budget du Ministère de grâce et justice, je me réserve alors de proposer d'importantes réductions et modifications, et je crois qu'avec ces réductions on obtiendra des économies réelles, des économies peut-être de quelques centaines de mille francs; ce qui, je crois, en l'état actuel de nos finances, ne serait pas à dédaigner.

**BON-COMPAGNI, ministro di grazia e giustizia.** Io non entrerò nelle questioni a cui può dar luogo la proposizione che fu fatta alla Camera.

Osserverò solamente che un punto in cui credo che converremo tutti, è quello che sono da portare delle gravi modificazioni alla nostra legislazione, affinché la procedura riesca più economica, più celere e soprattutto più conforme a quei riguardi che l'umanità e la giustizia richiedono verso gli inquisiti.

Io posso prendere l'impegno verso la Camera di presentarle a questo riguardo un progetto di legge fra non molto tempo, e quindi non mi oppongo a che (se ella lo crede), sia preso in considerazione il progetto che ora fu proposto; ma in questo caso io la pregherei di sospenderne la continuazione della discussione negli uffizi, finché sia presentato il progetto del Ministero, perché allora sarà il caso di entrare in tutte le discussioni che ha sollevato la proposizione dell'onorevole Astengo; proposizione sulla quale io non esprimerò la mia opinione, per non entrare ora in una discussione la quale mi pare assolutamente prematura.

**ASTENGO.** Io sono dolente che in questo recinto un magistrato sia sorto a combattere il mio progetto di legge, mentre io sperava che quanti magistrati vi seggono, sarebbero sorti a sostenerlo, come mi animarono a proporlo alcuni di essi che non fanno parte del Parlamento. Però, onde